

Fiche Technique : analyse conformité réglementaire environnement RDC

Mission de conseil orientée résultats : vision claire des obligations en RDC, écarts hiérarchisés et plan d'action pilotable, pour sécuriser autorisations, réduire l'exposition aux sanctions et renforcer la performance opérationnelle.

Objectifs de la mission

- Établir une lecture rigoureuse des textes applicables en RDC et des exigences sectorielles.
- Diagnostiquer les pratiques documentaires et terrain, identifier les écarts et leurs causes.
- Construire un plan d'action chiffré, séquencé et pilotable, avec preuves attendues.
- Sécuriser les autorisations, études d'impact, plans de gestion ES, et la relation avec les autorités.
- Réduire les risques réglementaires et pénaux via la clarification des responsabilités et des voies de contrôle.
- Aligner avec l'ISO 14001 et les attentes des bailleurs; améliorer la traçabilité et le pilotage par indicateurs.

Cible / Bénéficiaires

- Dirigeants, responsables QHSE/HSE, équipes production, maintenance, juridique, achats, logistique.
- Sites industriels en RDC: mines et carrières, cimenteries, centrales thermiques, métallurgie, raffinage, agro-industrie, BTP, zones logistiques.
- Organisations mono ou multi-sites souhaitant sécuriser leurs autorisations et maîtriser leurs rejets.
- Acteurs impliqués dans des projets d'extension/modernisation et confrontés aux exigences de bailleurs.
- Prestataires critiques: laboratoires, transporteurs/éliminateurs de déchets, mainteneurs d'équipements.

Durée de la mission

Durées indicatives pour un site industriel (à ajuster selon complexité, maturité documentaire et périmètre) :

Phase	Objectif principal	Durée
Cadrage & construction du référentiel	Définir périmètre, procédés, rejets; bâtir la matrice des textes applicables	Quelques semaines
Audit documentaire & terrain	Vérifier dispositifs, enregistrements, contrôles et pratiques réelles	1–2 semaines
Cartographie & plan d'action	Prioriser écarts, chiffrer/séquencer actions, fixer responsables & preuves	2–4 semaines
Suivi post-mission	Consolider les gains, outiller le pilotage, préparer inspections/audits	Adapté au besoin

Phase 1 — Cadrage et construction du référentiel

- Cadrage avec directions industrielle, HSE, maintenance, juridique, achats.
- Matrice exhaustive des textes: lois, décrets, arrêtés, exigences sectorielles.
- Structuration par thèmes: eaux usées, air, sols, bruit, déchets, produits chimiques, risques accidentels.
- Veille réglementaire environnementale pour mises à jour pertinentes et prioritaires.
- Livrables: plan d'audit, matrice des textes applicables, liste des documents à auditer.

Phase 2 — Audit documentaire et vérifications terrain

- Contrôle des autorisations, EIES/PGES, enregistrements de surveillance, filières déchets, attestations métrologiques.
- Vérification des postes de rejet, équipements de traitement, stockages, rétentions, dispositifs d'alerte.
- Évaluation de la maîtrise des sous-traitants et des plans d'urgence.
- Constats sourcés et prioritaires, avec preuves (dont photographiques si pertinent).

Phase 3 — Cartographie des écarts & plan d'action

- Hiérarchisation par gravité réglementaire, impact environnemental et probabilité.
- Actions correctives chiffrées, séquencées, responsables et échéances définies.
- Preuves attendues explicites pour sécuriser inspections et revues bailleurs.
- Alignement avec ISO 14001: évaluation de conformité, maîtrise opérationnelle, urgences, amélioration continue.

Phase 4 — Suivi, gouvernance et amélioration continue

- Tableau de bord, indicateurs clés, seuils d'alerte, jalons de revue périodiques.
- Contrôles internes proportionnés: check-lists, tournées terrain, revues métrologiques, tests d'urgence.
- Clarification des rôles et responsabilités; encadrement des prestataires par exigences de conformité et reporting.
- Préparation active aux inspections, gestion du cycle de vie des autorisations et exigences de reporting.

Bénéfices attendus: baisse des risques de sanctions et contentieux, économies (maîtrise des rejets et contrôles), crédibilité accrue auprès des autorités, bailleurs et clients, et accès facilité aux financements.